

« Passions et intérêts » revisités. La suppression des “sentiments” est-elle à l’origine de l’économie politique ?

Pascal Bridel



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/74>

DOI : 10.4000/ress.74

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2009

Pagination : 135-150

ISBN : 978-2-600-01303-1

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Pascal Bridel, « « Passions et intérêts » revisités. La suppression des “sentiments” est-elle à l’origine de l’économie politique ? », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XLVII-144 | 2009, mis en ligne le 01 mai 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ress/74> ; DOI : 10.4000/ress.74

Pascal BRIDEL

«PASSIONS ET INTÉRÊTS» REVISITÉS La suppression des “sentiments” est-elle à l’origine de l’économie politique ?

Et il est heureux pour les hommes d’être dans une situation où, pendant que leurs passions leur inspirent la pensée d’être méchants, ils ont pourtant intérêt de ne pas l’être.

Montesquieu, *De l’esprit de lois*, 1748.

Reason is, and ought only to be the slave of the passions, and can never pretend to any other office than to serve and obey them.

Hume, *A Treatise on Human Nature*, 1739-40

The narrowing of the broad Smithian view of human beings ... can be seen as one of the major deficiencies of contemporary economic theory.

Sen, 1987, p. 28.

Economic life, too, is a system of sentiment [and] Political economy [has] to depict an irregular order.

Rothschild, 2001, p. 236.

Le leitmotiv de *L’erreur de Descartes* de Damasio touche de plein fouet la théorie économique moderne. Depuis le divorce consommé par Pareto entre les actions logiques et non logiques, les diverses versions modernes de la théorie du choix rationnel ont toutes considéré à des degrés divers que les émotions et les passions étaient des entraves à la rationalité (quelle que soit la définition exacte que l’on donne du reste à cette notion) voire même à la raison¹. L’abandon de *l’*af-fectus comprime** au bénéfice d’une poursuite rationnelle par l’agent de ses intérêts innocents et calculables a une très ancienne généalogie en économie politique. Construisant sur la fameuse intuition dite de Montesquieu-Steuart, dans son célèbre ouvrage de 1977, Hirschman fait même coïncider la naissance du capitalisme et de l’économie politique avec le remplacement des conflits entre passions par la poursuite de l’intérêt individuel. En bref, *the interest² is the tamer of*

¹ *Raison et rationalités* étant, est-il besoin de le rappeler, le nom du groupe qui nous réunit depuis tantôt treize ans !

² Sur la distinction entre intérêt (sens large) et intérêts (au sens des intérêts économiques), voir la discussion de Hirschman, pp. 31s. Ici, au singulier ou au pluriel, il n’est fait usage que de la seconde acception.

passions; mais les passions continuent de cohabiter difficilement avec la poursuite des intérêts individuels. Poursuivant explicitement le même argument, depuis la fin des années 1980, Sen plaide pour une réorientation de la théorie économique moderne qu'il qualifie d'*engineering economics* en faveur d'un retour à la théorie économique *as ethics* prônée par Smith (1987, p. 28 ; cité en épigramme). De son côté, dans son énorme volume de 2001 consacré à Smith et Condorcet et précisément intitulé *Reason and Sentiments*, Emma Rothschild argumente d'une manière convaincante que ces deux auteurs ne sont de loin pas exclusivement des théoriciens de l'agent calculateur et rationnel à la poursuite de son intérêt individuel mais aussi des théoriciens des *moral sentiments* pour qui passions et sentiments jouent un rôle central dans l'organisation économique de la société. Pour provisoirement conclure une liste non exhaustive d'ouvrages importants sur cette problématique, le bien nommé *Jealousy of Trade* d'Istvan Hont (2005) réexamine, sous l'angle du commerce international, cette période cruciale pour la naissance de l'économie politique durant laquelle il semblait encore exister, au sein d'une société commerciale, une fusion entre le calcul économique et l'analyse du rôle joué par les *sentiments moraux*.

Finale­ment, les recherches menées par l'auteur en vue de la réédition en cours des œuvres économiques complètes de Sismondi l'ont mené à réexaminer la pensée de l'un des derniers représentants de cette tradition qui, en opposition avec le divorce ricardien qui domine encore largement la théorie économique moderne, s'interroge inlassablement sur le statut de l'économie politique qui n'est pour lui qu'une partie constitutive d'une philosophie politique arbitrant constamment entre intérêts et passions ; entre ce que Sismondi appelle le progrès de la richesse (qu'il refuse d'identifier au progrès de la civilisation) et les *social commitments* qu'il fait coïncider avec le sens de la communauté.

Dans le cadre d'un colloque consacré aux relations entre les notions d'émotion et de rationalité, la contribution offerte ici relève plus de notes de lectures que de l'article achevé sur la généalogie des effets collectifs de l'interaction entre les passions et les intérêts comme constitutifs des relations économiques et sociales. En particulier, utilisant comme point de départ l'argument de Hirschman, et dans le cadre d'un groupe de recherche interdisciplinaire, cet essai s'efforce de réfléchir une fois encore et en des termes très généraux sur le divorce entre passion et intérêt comme l'un des éléments caractéristiques de la déclaration d'indépendance du raisonnement économique par rapport à la philosophie politique. En réexaminant les origines de ce divorce, on pourra peut-être mieux comprendre les tentatives récentes de réconcilier à nouveau ce couple diabolique, notamment par le biais des différentes perméabilités de la rationalité (des rationalités) aux émotions. Contrairement à Hume (cité en épigramme) et à beaucoup d'économistes de la fin du XVIII^e siècle, les efforts théoriques contemporains donnent la plupart du temps la priorité à la (à une) rationalité de l'agent sur laquelle viennent se greffer d'une manière ou d'une autre ses émotions ou ses passions : la raison domine les passions ; ou, alternativement, les passions sont toujours vue comme une entrave à la rationalité ; ou encore, *self-interest is the agent's only (theoretical) motivation*. Quelle que soit la solution choisie (physique des émotions ou rationalité du raisonnable pour utiliser les termes de Pierre Livet), que les émotions de l'agent fassent partie de ses préférences ou qu'elles contraignent ses préférences, le risque de se retrouver dans la logique du paradoxe du parétien libéral semble bien réel.

Paradoxalement, cette contribution d'un économiste relève plus de l'histoire des idées que de la théorie économique. Toutefois, l'économiste peut difficilement se poser une question plus fondamentale que d'interpeller une fois encore les débats philosophiques qui ont présidé à l'autonomisation de sa discipline.

Cet article se divise en quatre parties. Dans un premier temps, la thèse de Hirschman est présentée et soumise à discussion. Dans une deuxième partie, on examine les positions respectives de Smith et Condorcet par rapport à cette thèse. Dans un troisième temps, la grille d'analyse d'Hirschman est appliquée à la démarche épistémologique de Sismondi, et notamment à sa ferme opposition à la méthodologie ricardienne. Dans une quatrième partie, l'auteur suggère quelques réflexions plus générales sur 'la suppression des sentiments' (et des passions) comme acte fondateur de la théorie économique. Un bref retour à la théorie moderne devrait finalement permettre— en dépit des efforts de Kahneman et Tversky— de douter de la volonté des économistes d'aujourd'hui d'abandonner la théorie du choix rationnel pour réintroduire d'une manière *substantielle* dans leurs modèles émotions et passions. L'histoire du demi-échec de la théorie de la rationalité limitée dans les années cinquante ainsi que les discussions pour le moins musclées autour du bien-fondé de la neuroéconomie là pour le rappeler³.

I – RETOUR SUR LA THÈSE D'HIRSCHMAN: «LES PASSIONS ET LES INTÉRÊTS»

Hirschman considère la contribution de Hobbes comme le moment-clé du développement de l'idée machiavélique de la poursuite de l'intérêt individuel comme une force nécessaire et suffisante pour contrebalancer les effets destructeurs des passions humaines, notamment les passions politiques et religieuses. Hirschman analyse avec minutie cette évolution au travers des XVII^e et XVIII^e siècles : une société composée d'agents mus avant tout par leurs intérêts et non par la recherche d'une 'vaine gloire' présenterait de nombreux avantages en termes de stabilité et de coordination. Pour faire simple, le comportement des agents serait infiniment plus prévisible et 'civilisé'. En particulier, moins enclin aux affrontements brutaux issus de leurs passions (religieuses et politiques), les individus rechercheraient prioritairement par la négociation des solutions coopératives. De *l'affectus comprime* par le principe de l'équilibre entre les passions (*countervailing passions*), on passe progressivement à l'idée de l'intérêt, des intérêts, comme modérateur des passions (*tamers of passions*). Clairement, pour Hobbes, ces conséquences reposent sur l'hypothèse cruciale que la poursuite par l'agent de son intérêt – et non de ses passions- est un objectif *rationnel*, calculable et donc largement prévisible. Plus tard, Mandeville et Smith pourront alors suggérer 'naturellement' que l'ordre spontané résultant de la poursuite par les individus de leur intérêt individuel produirait des résultats inattendus *et* socialement bénéfiques. Ainsi, et toujours d'une manière simplificatrice, une société politique basée sur la poursuite de l'intérêt individuel apparaissait comme relativement plus stable et

³ Voir par exemple la critique virulente de Kahnemann (1994) par Gul et Pesendorfer (1995).

sûre: le problème des passions politiques et religieuses semblait ainsi devenir enfin surmontable.

La célèbre citation de Montesquieu utilisée par Hirschman (et reproduite en épigramme) marque l'écllosion de ce courant de pensée illustré par la thèse du «doux commerce» dont «l'effet naturel est de porter à la paix». Comme l'écrit subtilement Hirschman, *money-making and commerce are innocent and 'doux'* (p. 56). La recherche du gain, l'intérêt, peuvent calmer les passions. Là où la morale traditionnelle unissait dans une même réprobation les trois concupiscences traditionnelles (sexe, pouvoir, argent), la dernière s'est progressivement détachée des deux autres, et le terme d'intérêt, se substituant à l'avarice ou à la convoitise, en est venu à qualifier une action motivée, rationnelle et *utile* à l'individu comme à la société. Déterminée d'une manière subjective par l'agent, la recherche du gain est certes une passion (nous y reviendrons), mais la capacité de l'intérêt à se distinguer des autres passions vient de son association à la *raison*. Si l'intérêt a eu tant de succès, c'est qu'on peut l'objectiver, l'établir et en discuter rationnellement: l'intérêt devient ainsi une 'passion raisonnable'. La question au centre de cette problématique est, bien sûr, d'expliquer pourquoi et comment ces deux caractéristiques (l'intérêt comme passion régulatrice et son association à la raison) ont fini par se disjoindre; et, surtout, comment la théorie économique a donné une priorité pratiquement absolue à l'idée que les intérêts peuvent régler, et domestiquent effectivement les passions en introduisant une séparation complète entre les passions et les intérêts (qui n'est en fait que la rationalité axiomatique d'aujourd'hui). La proclamation d'indépendance de l'économie politique par rapport à la philosophie politique, sa constitution en science indépendante et sa survie en tant que discipline, découlent-elles alors de l'imperméabilité absolue que les économistes tentent d'établir entre les intérêts et les passions? L'optimalité parétienne et les théorèmes fondamentaux de la théorie du bien-être excluent par exemple et par définition toutes les externalités du type 'altruisme', 'sympathie' et naturellement les 'sentiments' ou les 'passions'. Et l'extension récente de cette logique du *self-interest* à des pans entiers des relations sociales qui y échappaient jusqu'ici complètement fait dire à certains que l'intérêt ne régule plus les passions mais qu'il tend simplement à les détruire.

Avant de prolonger la réflexion plus avant sur ce thème, il est intéressant de récapituler brièvement la manière dont ce thème est discuté, parfois acrobatiquement, dans les œuvres de fondatrices de Smith et Condorcet.

**II – SMITH ET CONDORCET :
UNIVERSALITÉ DES PRINCIPES ÉCONOMIQUES
ET HÉTÉROGÉNÉITÉ DES AGENTS :
RAISON (INTÉRÊTS) *ET* SENTIMENTS (PASSIONS) À NOUVEAU**

Contrairement à ce que prétendent trop souvent certains *think tanks* américains⁴, pour Smith et Condorcet, l'économie politique n'est pas exclusivement la

⁴ Et, parfaitement logiquement, les représentants de l'extrême gauche anticapitaliste !

science du calcul économique rationnel, mais est aussi celle des ‘sentiments moraux’⁵. En particulier, Smith et Condorcet s’opposent tous deux avec force à un proto-utilitarisme à la Helvétius. Ils considèrent tous deux que les individus n’agissent pas uniquement en fonction de leurs intérêts (*self-interest*) mais que leurs intérêts sont eux-mêmes influencés par leurs passions (‘moral sentiments’). De même, ils reprennent la critique des Physiocrates, déjà faite par leurs contemporains. Ils leur reprochent d’ignorer l’importance des passions, en concevant l’ordre naturel – c’est-à-dire l’ordre économique – comme un ordre purement rationnel. L’ignorance des passions que Mably oppose aux Physiocrates est l’un des puissants arguments mobilisés dans ses *Doutes proposés aux philosophes économistes sur l’ordre naturel et essentiel des sociétés politiques* (1768).

Ainsi, pour Smith et Condorcet, le choix économique est inséparable du choix politique: le pouvoir politique est pour eux un moyen d’atteindre un objectif économique et le pouvoir économique est, à son tour, un moyen d’atteindre un objectif politique. Il n’y a pas d’intérêt sans passion et pas de passion sans intérêt. L’opposition entre ces deux concepts est aussi vaine que l’opposition entre la *Théorie des sentiments moraux* et la *Richesse des nations*. Et ce n’est pas un hasard si, dans son *magnum opus*, Smith n’oppose plus, mais lie à deux reprises en dix lignes ces deux mots jusqu’ici antonymiques:

It is thus that the private *interests* and *passions* of individuals naturally dispose them to turn their stocks towards the employments which in ordinary cases are most advantageous to the society. But if from this natural preference they should turn too much of it towards those employments, the fall of profit in them and the rise of it in all others immediately dispose them to alter this faulty distribution. Without any intervention of law, therefore, the private *interests* and *passions* of men naturally lead them to divide and distribute the stock of every society among all the different employments carried on in it as nearly as possible in the proportion which is most agreeable to the interest of the whole society (1776, p. 630; italiques ajoutées).

Les intérêts ne domestiquent plus les passions; les intérêts sont articulés avec les passions pour concourir au bien-être matériel de l’ensemble des agents. Smith passe d’un rapport de domestication des passions par les intérêts à un rapport de l’enchâssement des uns dans les autres.

Ainsi, des ‘esprits intrépides’ comme Smith et Condorcet ne sont pas exclusivement gouvernés par la raison. En opposition avec des générations d’historiens de la pensée économique (et dans le prolongement de la thèse de Hirschman), pour comprendre l’économie politique de Smith et de Condorcet, la ‘froide lumière de la raison’ doit être supportée par des émotions, par des ‘economic sentiments’. Comme l’écrit Emma Rothschild:

The personal and the commercial, the economic and the political, the rational (or calculable) and the emotional (or intuitive) are ... intimately interrelated ... Economic life is not a distinct rational universe, a “side” of life (pp. 28 and 33).

⁵ Un siècle et demi plus tard, Keynes adoptera encore exactement la même double définition que Smith.

En d'autres termes, pour Smith et Condorcet, le territoire couvert par l'économie politique est beaucoup moins restreint que celui qui sera rapidement délimité au début du XIX^e siècle (à la suite de Ricardo) et tel qu'il l'est encore largement aujourd'hui. Pour Smith et Condorcet, et comme on le verra plus loin, également pour Sismondi, l'économie politique n'a pas encore été transformée en un sujet 'inoffensif et ordonné' (Rothschild, p. 3), en une 'science qui traite exclusivement de la richesse des nations' (Say, 1803, I, p. iii). De plus, la coalition entre une politique économique libérale de laisser faire et le conservatisme politique en réaction aux violences révolutionnaires n'avait pas encore été scellée. Les années 1770-1780 sont encore celles durant lesquelles une complicité entre les supporters du libre marché et les défenseurs d'une liberté politique révolutionnaire était encore possible⁶.

La diversité et l'hétérogénéité des préférences individuelles des agents (même approchées en termes de sa méthode probabiliste) sont une préoccupation constante pour Condorcet. En particulier, la diversité des individus au sein d'une société (dans laquelle une 'minorité' ne saurait être sacrifiée au bénéfice d'une 'majorité') le rend extrêmement sceptique à l'égard de l'utilisation d'analogie mécanique en économie. Tout comme Smith, Condorcet se méfie de la mécanique physiocratique exclusivement basée sur un ordre naturel ne répondant qu'au critère de la 'raison'. Fondamentalement, le problème central pour Smith et Condorcet est de trouver un moyen de réconcilier des individus hétérogènes dotés notamment de préférences et de sentiments non comparables et détenteurs chacun d'une vision idiosyncrasique de ce qui est 'juste et bon' au niveau politique et économique avec des règles de comportement uniformes au sein de la société. La fameuse contribution de Condorcet à la théorie du vote à la majorité est ainsi stratégiquement située à la jonction entre une société basée sur la violence et la corruption et une société de contrats et de négociations, entre une société où les passions sont réines et une société dont les passions sont modérées par les intérêts des agents.

Pour Condorcet, une 'bonne' théorie économique doit être renforcée par une théorie (mathématique) de la procédure politique permettant un choix social dans le domaine de la politique économique. Une théorie économique sans une vraie théorie de la décision est inutile ; et, pour Condorcet, une 'bonne' politique économique est une politique choisie au moyen d'une 'juste procédure'. Le paradoxe de Condorcet illustrant l'impossible choix d'un candidat dans une élection à la majorité trouve en fait son origine dans sa recherche d'une procédure de vote sur la politique économique. Pour Condorcet, le nœud du problème est de choisir une politique économique dans une situation où la distribution des préférences des agents rend un vote à la majorité impossible. Et même si une telle procédure était démontrée comme possible, Condorcet ne la jugerait pas souhaitable. Pour lui, en effet, certaines décisions importantes (celles par exemple restreignant la liberté ou le droit de propriété) doivent être prises à une majorité qualifiée. Le paradoxe de Condorcet est ainsi beaucoup plus qu'un simple axiome de cohérence comme

⁶ Les premiers écrits de Sismondi (jusqu'à la *Richesse commerciale* de 1803) en sont une belle illustration.

on le présente parfois dans la théorie moderne du choix social. N'est-ce pas aussi la recherche d'un moyen de réconcilier les passions des agents autour d'un système permettant de satisfaire efficacement leurs intérêts ?

Ainsi, pour Smith et Condorcet, et contrairement aux Physiocrates, les 'lois' économiques ne sont pas universelles. Condorcet insiste particulièrement sur l'idée que 'l'imposition de principes universels et éternels [de la raison] est le plus sinistre des despotismes'. Pour être 'efficace' et 'juste', ces lois doivent accorder aux individus 'à disposition of Enlightenment', un proche cousin du principe de sympathie de Smith. Cette disposition 'aux lumières' permet aux agents d'être les meilleurs juges de leurs actions et, pour cela, ceux-ci doivent être indépendants, raisonnables et justes ; et non pas les esclaves d'une raison glaciale et supérieure. Ces agents doivent être 'civilisés' dans le sens où, pour Condorcet, ils devraient toujours choisir la négociation et le contrat et non la violence et la corruption. Pour Smith et Condorcet, être 'éclairé' signifie pour un individu d'être capable de 'passer des jugements' au double niveau économique et politique ; en bref, de réconcilier passions et intérêts et non de sacrifier les unes aux autres. La démarche théorique de Smith et Condorcet s'oppose ainsi vigoureusement à celle de Quesnay et des Physiocrates, à leurs simples règles élémentaires dérivées exclusivement de la 'raison', de leurs lois naturelles gouvernant le comportement des individus, pour leur attitude sectaire, et, par-dessus tout, pour leur oubli de la liberté politique par leur imposition d'un despotisme éclairé seul en mesure de faire respecter les mécanismes bénéfiques de l'intérêt. Durant une très brève période précédant les années 1790, les discussions entre économistes (en tête desquels figurent naturellement Smith et Condorcet) semblent indiquer un abandon de la 'cold logic' des Physiocrates et la mise en chantier d'un système d'interdépendance généralisée entre des agents caractérisés par des rationalités, et surtout des sentiments hétérogènes.

La publication de l'*Essai* de Malthus (1798) – une réponse spécifiquement adressée à Condorcet – et la première édition du *Traité* de Say (1803) marquent des deux côtés de la Manche une rupture et la naissance d'une méthodologie qui domine encore aujourd'hui la théorie économique. Dans les propres termes de Say, l'économie politique est 'une science empirique qui s'occupe de la richesse... [et] dont les principes sont applicables à n'importe quel régime politique'. L'identité scientifique de l'économie politique avait clairement besoin d'une rupture avec la philosophie politique. Et, paradoxalement, Smith avec sa théorie 'gravitationnelle' des prix et Condorcet avec sa 'machine hydraulique' allaient être à l'origine de cette déclaration d'indépendance formellement proclamée en 1817 par Ricardo qui se concentra exclusivement sur la 'mécanique' des prix relatifs sur laquelle est depuis bâtie la théorie économique. En 1870, la *physics envy* des marginalistes perfectionnera encore ce divorce d'avec la philosophie politique et transformera l'économie politique en théorie économique – l'exemple prétendument le plus parfait de la plus scientifique des sciences sociales.

L'élément commun le plus intéressant dans l'œuvre de Smith et Condorcet est, bien entendu, et à la différence de nombre de leurs contemporains, le rôle central joué par les sentiments dans leur défense du principe de liberté commerciale. Comme le constate, amusée, Emma Rothschild, dans les écrits de Quesnay, de

Dupont de Nemours ou, plus tard de Ricardo, on parle très peu des ‘sentiments’ du boulanger ou du marchand de bière... Alors que le principe de sympathie joue un rôle central dans l’économie politique smithienne – en particulier dans le cadre institutionnel et le comportement individuel nécessaire à l’apparition des *unintended consequences* optimalisatrices de la main invisible. La tension illustrée aujourd’hui par la tentative réconciliatrice de Sen (1987, pp. 1-25) entre *economics as ethics* et *economics as engineering* est déjà complètement présente chez Smith et Condorcet. Leurs agents économiques sont encore clairement mus par une pluralité de motivations. Ricardo n’avait pas encore orienté la théorie économique sur le sentier étroit de la *dismal science* d’une stricte rationalité dont les sentiments sont bannis.

Finalement, Smith et Condorcet partagent la même humilité théorique. Tous deux sont conscients de vivre dans un monde complexe et désordonné. Tous deux sont aussi complètement conscients des limites et de l’incertitude de leur compréhension théorique d’un environnement complexe. Tous deux semblent s’être débarrassés de la camisole de force de la philosophie étroitement rationaliste des Physiocrates pour une connaissance scientifique qui cohabite avec l’expression multiple de sentiments et des passions : les passions et les intérêts font partie et interagissent dans un lieu géométrique dans lequel l’ordre économique est étroitement lié à l’ordre politique.

III – SISMONDI : INTÉRÊTS ET SENS DE LA COMMUNAUTÉ

Au terme de son ouvrage, Hirschman pose naturellement la question de savoir si la vision optimiste des intérêts modérateurs des passions est encore crédible *une fois* le capitalisme installé. Une telle vision optimiste implique évidemment que l’activité politique n’est qu’un dérivé de l’activité économique : les intérêts dominent les passions ; l’action politique ne se justifie que lorsque apparaissent des conflits d’intérêts (et non des conflits de passions) ; des institutions impartiales sont alors *la* solution aux problèmes politiques résultant des conflits d’intérêts. Sismondi semble alors être parmi les premiers à avoir mis en doute cette chaîne causale qui va du conflit d’intérêt économique aux institutions politiques comme moyen politique de résoudre ces conflits. Pour lui, et à l’aube même du capitalisme dont Hirschman fait correspondre la naissance au remplacement des conflits entre passions par des conflits entre intérêts, il semble bien qu’il y ait des objectifs politiques et des passions politiques *indépendantes* des conflits d’intérêt. Il existe aussi des sources de conflits qui ne trouvent pas leurs origines dans des conflits d’intérêts économiques et qui, de plus, ne sont pas susceptibles d’être résolus par des négociations sous l’égide d’institutions impartiales. De plus, les conflits d’intérêt économique peuvent réintroduire par la fenêtre les passions que l’on avait tenté d’évacuer par la porte.

Sismondi semble ainsi se tourner vers cet autre grand Genevois qu’est ... Rousseau ! L’amour-propre (qui résulte d’un désir d’être aimé/préféré) s’oppose à l’amour-de-soi (qui s’occupe exclusivement de l’intérêt individuel)⁷. Le premier

⁷ Voir la célèbre note 15 du *Discours sur l’inégalité*.

est lié au statut social de l'agent; l'autre est lié à ses intérêts au sens économique du terme. Pour Rousseau, ces deux types d'objectifs ont des origines indépendantes l'une de l'autre et sont fréquemment en conflits. En bref, les individus pourraient fort bien satisfaire leur vanité au détriment de leurs intérêts; l'amour-propre (ou la passion du statut) amènera plus sûrement un individu à nuire à un rival qu'à poursuivre un amour-de-soi exprimé par son intérêt individuel. Le *self interest* n'est clairement pas la seule motivation des individus⁸.

Quelles sont alors les implications de cette tension que les premiers théoriciens du capitalisme croyaient avoir résolu comme tente de le montrer Hirschman? Ou, tout au moins quelles sont les conséquences du maintien de cette opposition entre intérêts et passions à laquelle semble clairement participer Sismondi et qui ne plaira pas du tout à Marx. Ou, en d'autres termes encore, quel rôle particulier joue Sismondi dans le maintien d'une interdépendance forte entre politique et économie dans la théorie générale de la société qui la sous-tend? Contrairement à l'un des arguments dominant des XIX^e et XX^e siècles, et dès son premier ouvrage, Sismondi refuse à la fois tout déterminisme économique du système politique ainsi qu'une totale indépendance du système économique (de marché) par rapport à l'organisation politique de la société⁹.

L'idée que l'espoir de gain peut remplacer la recherche d'une 'vaine gloire' ou que la *Jealousy of Trade*¹⁰ va se substituer à la guerre est vouée à l'échec. Un ordre politique qui réussit plus ou moins bien à réconcilier les intérêts des agents par le biais d'un système économique stable et permettant la croissance de la richesse n'aura atteint qu'une partie de ses objectifs. Une telle conception simpliste d'un ordre politique pourrait même conduire à un aveuglement dangereux sur les résultats obtenus dans la sphère de la production des richesses. Bien avant la querelle des débouchés avec Say et Ricardo, la position de Sismondi dans la *Richesse commerciale* est une bonne illustration de son refus d'identifier progrès de la richesse et progrès de la civilisation. Pour Sismondi, le système politique doit aussi permettre d'accommoder les désirs des agents pour les honneurs, pour le respect d'autrui et des *social commitments* qu'il appelle le sens de la communauté

⁸ Après Smith, ce thème avait déjà été repris avec force en 1788 par Kant dans sa *Critique de la raison appliquée*.

⁹ A l'aube du XXI^e siècle, cette question est toujours (à nouveau?) au centre d'un intense débat d'idées chez les économistes comme chez les philosophes politiques. La théorie économique est-elle une partie constitutive de toute philosophie politique? Quelle est la contribution exacte du système économique aux mécanismes politiques? Est-il cohérent comme le prétendent les économistes de concevoir dans un premier temps le système économique d'une manière complètement indépendante du système politique? Ou doit-on le définir dès le départ en termes politiques? Doit-on alors supposer qu'une intégration du système économique de marché soit compatible avec une multiplicité d'organisations politiques de la société? Ou doit-on accepter l'idée que seule une démocratie moderne de type représentatif est compatible avec l'idée de marché? L'économie politique, fille aînée des sciences sociales, est-elle alors la voie royale et exclusive pour répondre à ces questions ou ces deux termes ainsi accouplés ne sont-ils en fait qu'un oxymore qui tente maladroitement de résoudre la tension entre ses deux composantes dont l'articulation, plus de deux siècles après Smith et Sismondi reste encore à trouver? Ces questions sont tout que nouvelles; les réponses à ces questions ont peu de chance aussi d'être nouvelles.

¹⁰ Pour paraphraser le titre du brillant ouvrage d'Istvan Hont (2005).

(d'où son intérêt prioritaire pour le monde agricole). Ce système politique doit aussi faire place à la colère, aux ambitions, à la haine, à l'envie et au mépris bref, aux passions et aux sentiments des agents les uns pour les autres. Et ce type de passions, ces jeux à sommes nulles, ne sont guère solubles dans des solutions négociées organisées autour de la recherche par les agents de leurs intérêts propres. Paradoxalement, et à nouveau, les *unintended but realised effects* de la main invisible dans l'ordre économique spontané sont accompagnés pour Sismondi d'*unintended but realised effects* dans l'ordre politique qui portent atteintes à la liberté des individus et aux véritables progrès de la société. Dans la phase atteinte par le capitalisme industriel des années 1820, l'accroissement de la richesse ne correspond plus pour Sismondi à l'accroissement du 'bonheur de l'universalité des citoyens'.

Construisant sur cette tentative d'équilibre entre passions et intérêts, Steiner (2003) a démontré qu'une tradition philosophique française (qu'il fait remonter à Boisguilbert) distingue déjà, mais ne sépare pas, deux modes de coordination des intérêts entre agents au sein d'une société. Et dans cette perspective, Sismondi joue un rôle important.

D'une part, le mécanisme de marché domine dans une situation où la concurrence est possible. Il s'agit alors de construire une théorie de la coordination marchande et le Smith de la *Richesse des Nations* y joue un rôle central. Le législateur sismondien et l'autorité politique (ou même religieuse) ne doivent en aucun cas intervenir dans le comportement autonome et décentralisé d'agents poursuivant leur intérêt individuel. En effet, l'opposition entre des passions identiques (la recherche de l'intérêt individuel) exprimées par des sujets contraints par la concurrence annule les effets délétères qu'une telle passion pourrait avoir sur la société.

D'autre part, lorsque le mécanisme social de la coordination marchande concurrentielle ne fonctionne pas, notamment dans le domaine politique et de l'organisation institutionnelle d'une société, l'harmonisation des intérêts des individus relève du législateur et des représentants élus. Toutefois, la limite entre l'harmonisation naturelle et l'harmonisation 'artificielle' des intérêts reste à tracer. Lorsque les intérêts sont à peu près équilibrés (comme entre les échangistes de la *Richesse commerciale*), le rôle du législateur est de créer une structure dans laquelle ces intérêts individuels sont reconnus comme identiques. Dans le cas d'intérêts économiques divergents (comme dans les *Nouveaux Principes*), le législateur doit ériger un système de *check and balance* qui garantisse la stabilité du système.

Toutefois, dans tous les cas, et surtout lorsqu'il s'agit de tracer une limite entre une harmonisation spontanée et une harmonisation organisée, le législateur doit être éclairé par les règles générales de fonctionnement de la société définies par une *philosophie économique* dans laquelle la théorie économique prend une place essentielle. La difficile reconnaissance dans la France d'après 1789 du rôle central de l'activité économique dans le fonctionnement d'une société allait naturellement ouvrir un type de débat original dans lequel allait s'affronter la passion nouvelle pour l'égalité et la passion 'raisonnée' pour les richesses. Si pour utiliser l'expression de Tocqueville, Say et Sismondi cherchaient à promouvoir chacun une économie politique comme *la* théorie politique d'une société industrielle nais-

sante, dans cette conjoncture, et sous l'influence inattendue de la tradition écossaise, Sismondi allait prendre en quasi solitaire un chemin bien particulier.

Si dans le *Tableau de l'agriculture toscane* (1801) sa philosophie économique est encore celle d'une société agricole, et dans une certaine mesure celle de la *Richesse commerciale* (1803) celle d'une société commerciale, les *Nouveaux Principes* (1819) marqueront un passage définitif à la théorie d'une société industrielle caractérisée par de constants déséquilibres ; et sa théorie allait clairement se heurter à celle de Say, et plus encore, à celle de Ricardo. Dans l'Europe du début du XIX^e siècle, et même si l'ensemble des courants en présence place fermement l'activité économique au centre de l'analyse politique, le débat sur l'industrialisme allait déchirer les économistes. D'un côté, des économistes libéraux (comme Say et Ricardo) donnent naturellement la priorité à une approche largement 'économiste' accordant une place centrale à la concurrence et à un comportement utilitariste, proposant même de radicaliser cette logique en l'étendant à l'ensemble des relations sociales y compris la vie politique et les structures institutionnelles. De l'autre, s'inspirant de certains mouvements religieux, et en refusant de la cantonner strictement dans la sphère privée, un courant de type saint-simonien minoritaire insiste sur le maintien d'une dimension morale dans le fonctionnement économique. Pour les uns, en rupture avec la tradition smithienne, l'extension de la logique de coordination marchande à une large part des activités sociales donne nécessairement la priorité à une harmonisation 'naturelle' et décentralisée des intérêts des agents. Pour les autres (dans la lignée de Sismondi), la promotion de valeurs 'altruistes' dans les relations économiques et sociales impliquait un *social engineering* lié à un industrialisme dans lequel les marchés seraient organisés à divers degrés par l'autorité politique¹¹.

Dans ce débat, Sismondi joue un rôle très particulier. Passeur de la vision englobante de Smith, il défend d'abord une approche aprioriste et quasi-ricardienne de la théorie économique tout en insistant sur la nécessité absolue de relier cette démarche catalactique à l'économie comme éthique dans le cadre de son intégration à une analyse historique du développement des institutions comme garante de la liberté. En faveur d'une analyse économique rigoureuse, il ne la considère pourtant que comme la première étape d'une vision globale du fonctionnement d'une société dans laquelle le rôle de la coordination marchande est nécessaire mais non suffisant. Ne résume-t-il pas d'une manière puissante ce paradoxe auquel se heurteront –et se heurtent encore, la plupart des économistes :

On doit en général se défier en économie politique des propositions absolues, tout comme des abstractions. Chacune des forces qui sont destinées à se balancer dans chaque marché, peut par elle-même, et indépendamment de celle avec laquelle on la met en équilibre, éprouver des variations. On ne trouve nulle part de quantité absolue, on ne rencontre jamais de force toujours égale ; et toute abstraction est toujours une déception. Aussi l'économie politique n'est-elle pas une science de calcul, mais une science morale. Elle égare quand on croit se guider par des nombres ; elle ne mène au but que quand on apprécie les sentiments, les besoins et les *passions* des hommes. (1827, I, pp. 312-13 ; italiques ajoutées).

¹¹ Les rapports directs de Sismondi avec Constant sont ici cruciaux. Pour des économistes modernes, la reprise d'un tel argument par Walras est également plus surprenante.

La contribution sismondienne permet de combler un vide important dans le réexamen du virage brutal pris par l'économie politique smithienne sous l'influence de Ricardo; ou, en d'autres termes, que la transition entre Smith et Ricardo, est beaucoup plus complexe que la tradition historiographique veut le faire croire. Même si, au terme de la querelle des débouchés, Say croît pouvoir écrire à Sismondi en 1828 que 'les abstractions de Ricardo et de MacCulloch sont tout à fait tombées en Angleterre', la victoire de la méthodologie ricardienne sonnait en fait le glas de l'approche smithienne et établissait l'acte de naissance de la théorie économique moderne. Sur cette étape cruciale, tout économiste connaît l'opinion de Keynes ('Ricardo conquered England as completely as the Holy Inquisition'...), celle de Schumpeter¹² ou encore celle de Sen¹³; mais qu'en est-il de la position, du rôle et de l'argumentation originale de Sismondi? Au-delà de sa participation à la querelle des débouchés, quelle est la contribution de Sismondi à un débat méthodologique qui n'a cessé de réapparaître jusqu'à nos jours? Qu'en est-il finalement de la conception sismondienne de l'économie politique à mi-chemin entre l'école ricardienne et les prémisses de l'école historique allemande? Comment a-t-elle évolué? Comment expliquer finalement l'échec d'un économiste pour qui sa discipline est à la fois une science hypothético-déductive, une 'science d'expérience', une 'science morale', une 'science historique' et une 'science sociale' parmi les autres sciences humaines? Comment ne pas considérer avec intérêt et sympathie l'affirmation de Sismondi selon laquelle l'économie politique doit être une science de l'expérience pour éviter que sa modélisation ne débouche sur 'un monde imaginaire'? A l'heure où, non sans hésitation, et en redevenant plus expérimentale, la théorie économique semble à nouveau tendre la main aux autres sciences humaines, il paraît raisonnable de se pencher à nouveau sur l'ensemble de l'œuvre d'un auteur (économiste, historien, constitutionnaliste et surtout publiciste) qui, anticipant Pareto, considère que la théorie économique n'est qu'une première approximation de la réalité économique. L'épistémologie sismondienne, et notamment l'articulation qu'il propose entre les sciences humaines, semble prôner, bien avant l'interdisciplinarité aujourd'hui à la mode, une vision globale des sciences de la société:

Les sciences humaines sont comme des secteurs de cercles concentriques dont le nombre est infini; l'homme est placé à leur centre, il voit entre chaque rayon une science; il découvre ainsi l'enchaînement et les rapports des unes avec les autres, mais plus la science s'éloigne de sa vue et de sa portée, plus elle s'élargit, plus elle s'étend; il a beau la diviser et la subdiviser, chacune de ses portions est illimitée, et fait partie de l'infini (1803, I, p. 8).

¹² 'Ricardo's interest was in the clear-cut result of direct, practical significance. In order to get this he cut that general system to pieces, bundled up as large parts of it as possible, and put them in cold storage – so that as many things as possible should be frozen and 'given'. He then piled one simplifying assumption upon another until, having really settled every thing by these assumptions, he was left with only a few aggregative variables between which, given these assumptions, he set up simple one-way relations so that, in the end, the desired results emerged almost as tautologies' (1954, pp. 472-73).

¹³ Sen (1987, pp. 1-25).

Chez Sismondi, l'économie politique dialogue clairement avec l'histoire et la philosophie politique. La finalité de son élaboration théorique est d'éclairer l'opinion sur la manière dont les hommes peuvent obtenir *la plus grande liberté individuelle et le plus grand bonheur*. Dans cette recherche, les trois domaines qu'il va inlassablement parcourir sont complémentaires. L'histoire est une illustration des manifestations passées de la liberté, pour éclairer par l'expérience les contemporains dans leur marche (d'où ses ouvrages historiques). La philosophie politique étudie les constitutions dans le même esprit, à savoir l'idée d'une possible amélioration des structures politiques à partir d'une situation présente (d'où son étude sur les constitutions des peuples libres). L'économie politique quant à elle est une étude du progrès de la civilisation en rapport avec le progrès de la richesse : 'L'accroissement des richesses n'est pas le but de l'économie politique, mais le moyen dont elle dispose pour procurer le bonheur de tous'. Chez Sismondi, le progrès de la société est à la fois progrès de la liberté, progrès moral à travers l'exercice de cette liberté, et progrès de la civilisation dans lequel la variable économique joue un rôle central.

Finalement, le lien explicite que Sismondi établit (sur fond d'utilitarisme naissant dont on connaît les liens avec la Genève intellectuelle de l'époque) entre la richesse (dont la théorie relève de l'économie politique) et le 'bonheur public' est d'une extrême originalité. Héritée de la tradition philosophique écossaise et de la *felicità* de l'économie civile italienne du XVIII^e siècle, cette distinction originale entre richesse et bien-être individuel et social ramène ainsi sur le devant de la scène la coordination nécessaire, à la Smith, entre théorie économique et philosophie politique : les sociétés agricoles, commerciale puis industrielle dont la théorie économique étudie les mécanismes de développement ne sont-elles finalement pas, et surtout, des systèmes politiques ? Et l'économie politique, tout au moins la sienne, ne serait-elle pas aussi pour Sismondi une forme de philosophie politique chargée de réconcilier intérêts et passions ? Des *Constitutions des peuples libres* (1798) aux *Nouveaux Principes* (1819) en passant par la *Richesse commerciale* l'œuvre entière de Sismondi indique clairement l'emboîtement de la théorie économique comme guide à une législation commerciale qui n'est rien d'autre qu'une partie de la 'constitution' générale d'un pays garantissant à la fois la liberté individuelle, la richesse individuelle et collective, et surtout, le bien-être individuel et collectif.

IV - PASSIONS ET INTÉRÊTS : DEUX CARACTÉRISTIQUES INSÉPARABLES

Si les intérêts peuvent régler les passions, c'est que les uns comme les autres agissent à l'intérieur d'un même domaine. Le concept d'intérêt, dans sa promotion positive, désigne aussi bien des conduites individuelles et privées que les comportements collectifs et publics : le concept se développe dans de constants allers et retours, du privé au public, de l'individuel au collectif. La thèse du doux commerce souligne la capacité des conduites intéressées à se stabiliser, à se policer, d'elles-mêmes, sans qu'il soit nécessaire de les contraindre ou de les restreindre. Mais, comme le montre Hirschman, cela n'entraîne, de Mandeville à Montesquieu, aucune exclusion de principe, aucune condamnation absolue de

l'intervention du gouvernement. Les conduites économiques sont inséparables de la dimension politique dans laquelle elles interviennent. Pour avoir des effets politiques (la paix civile), le commerce doit participer de la politique comme l'affirme Condorcet. La thèse du doux commerce accompagne certes la prise en considération des conduites économiques et de leur importance pour le bien commun, mais celles-ci sont inséparables de l'ensemble de la société ; elles sont enchâssées dans l'ensemble des rapports sociaux. Aussi l'affirmation de l'unité du champ économique, sa constitution comme objet d'une science (que l'on considère celle-ci comme le résultat d'une spécialisation ou d'une autonomisation du champ) semble avoir clairement passé à l'extrême fin du XVIII^e siècle par une complète séparation des passions et des intérêts. La rationalité économique unificatrice des comportements de l'*homo oeconomicus* se construit sur son divorce complet d'avec l'hétérogénéité des passions des agents. Hirschman conclut, semble-t-il à tort, sur deux 'versions revues et dissonantes' de son schéma. Ce sont celles de Quesnay et d'Adam Smith, ceux qu'il considère comme les fondateurs de 'la science nouvelle', l'économie politique classique. Selon Hirschman, Smith dans *La Richesse des nations*, isolerait l'intérêt de l'enchevêtrement du réseau passionnel dans lequel il s'insérerait. La spécialisation du domaine économique est alors sa complète rationalisation, et l'on peut se demander si l'on ne voit pas resurgir, certes sous une forme nouvelle, la dualité des passions et de la raison auquel le couple passions/intérêts avait tenté de se substituer.

Hirschman nous renvoie ici à la réponse classique au vieil « Adam Smith Problem » de l'Ecole historique allemande. Comme, à la suite de Sen, nous avons tenté de le démontrer, la déclaration d'indépendance de la théorie économique, cette « spécialisation » du domaine économique, n'apparaît, avec Ricardo, qu'après Smith et Condorcet et malgré Sismondi. En passant de *La théorie des sentiments moraux* à *La richesse des nations*, Smith n'abandonne pas une conception du lien social fondé sur l'attraction passionnelle (la sympathie) pour affirmer que l'ordre économique, celui d'une société de marché, procède du seul intérêt égoïste d'agents individuels n'ayant souci que d'eux-mêmes. Smith en indique peut-être la voie, mais ne l'emprunte certainement pas lui-même. Cette vision dominante de l'histoire de la pensée économique ne commence, une fois encore, qu'après Smith. Selon celle-ci, le développement de la théorie économique passe par son autonomisation due à Ricardo, par sa spécialisation et par sa séparation définitive des passions et des intérêts. Dans ce cas, l'interaction des passions et des intérêts, le temps du doux commerce, ne peut être que transitoire, le régime stable est celui de la séparation ou, plus subtilement, par une complète résorption des passions dans les intérêts.

Sans doute cette dualité se retrouve-t-elle dans la réflexion actuelle, mais beaucoup plus comme un obstacle que comme une différenciation enfin reconnue. Après Pareto, certains sociologues se plaignent que la sociologie contemporaine soit incapable d'analyser en même temps les intérêts et les passions, mais se divise selon ces deux axes, celui de la rationalité des conduites individuelles (théories du choix rationnel) ou celui d'un lien social passionnel. On retrouverait une même dualité dans le partage de la philosophie morale contemporaine entre les courants émotivistes (qui poursuivent la théorie des sentiments moraux, en accentuant la dimension sociale de l'émotion morale) et rationalistes (comme les calculs utilitaristes ou les théoriciens du bien-être à la Rawls). Mais cette dualité est-elle tenable ? La critique faite aujourd'hui au libéralisme dans la tradition de Bourdieu,

selon laquelle le tort de la société de marché généralisée serait qu'elle détruit le lien social, laisserait supposer que nous nous trouvons dans la phase finale du processus engagé avec le «doux commerce» de Montesquieu-Steuart : l'intérêt ne régule plus les passions, il tendrait à les détruire. Tant s'en faut : la puissance intellectuelle jointe de Rawls et de Sen, d'un philosophe et d'un économiste, nous force depuis longtemps à penser ensemble passions et intérêts, et à réfléchir sur leur interaction.

Cette critique de l'impossible séparation des intérêts et des passions soulève évidemment de multiples questions. En guise de conclusion, mentionnons-en deux particulièrement importantes.

D'une part, la rationalisation intégrale du domaine économique ne se fait-elle pas au détriment de la catégorie même d'intérêt ? On rejoint ici la critique faite par Smith aux Physiocrates, lorsqu'il reproche à Quesnay d'avoir, en médecin dogmatique, préconisé un 'régime' unique pour l'économie, celui de la raison, alors qu'il suffit d'avoir les garanties politiques et institutionnelles que les agents économiques agiront librement, suivant leur intérêt propre. S'en tenir à la catégorie d'intérêt, et s'opposer à sa réduction à une raison objectivée, n'est-ce pas maintenir la liaison des intérêts et des passions ?

En quoi, comme Sen et Rawls, prendre en compte les passions est-ce prendre en compte la dimension proprement politique de l'économie politique ? La dualité de la théorie des sentiments moraux est celle du social et de l'économique : elle oppose le lien social, et sa dimension passionnelle, au simple agrégat de conduites individuelles. Une critique presque exclusivement française met l'accent sur la dimension politique : tenir compte des passions, c'est tenir compte de la politique. Peut-être l'économique (en projetant son autonomisation) menace-t-il de détruire le social. Mais est-il d'économie possible sans le préalable du politique ? Il n'y aurait alors pas d'intérêts sans passions, c'est-à-dire sans politique. Mais y a-t-il du politique possible sans le préalable de l'intérêt économique ? Il n'y aurait alors pas de passions politiques sans intérêts, c'est-à-dire sans économie. Intérêts et passions sont bien inséparables, les deux côtés de la même pièce. Pour utiliser à nouveau le vocabulaire sismondien, il ne peut être question de parler de l'accroissement de la richesse individuelle et collective sans parler simultanément de l'accroissement du bonheur individuel et collectif (et vice-versa !). La poursuite de l'intérêt individuel peut calmer les passions, mais comme cette poursuite de l'intérêt individuel suscite de nouvelles passions, il est vain, au nom d'un positivisme suranné, de vouloir les séparer. Le remplacement par les économistes moderne du langage classique en termes de passions et d'intérêts par un langage en termes de préférences surplombe complètement la théorie économique moderne et brouille les pistes. La théorie moderne du choix rationnel intègre en fait dans le seul concept de préférences à la fois les intérêts et les passions. À l'exemple des passions, les préférences sont subjectives et ne peuvent être évaluées, et, bien sûr, ne sauraient être interpersonnellement comparables. Néanmoins, comme les intérêts, les préférences de la théorie moderne du consommateur peuvent faire l'objet d'un calcul rationnel ; elles sont en fait la pierre de touche de l'analyse économique. Il ne s'agit pas bien sûr de rejeter l'analyse en termes de préférences à la base de tout calcul économique mais bien de la compléter par une discussion au moins aussi rigoureuse de la réintroduction des sentiments et des passions dans la

théorie économique¹⁴, en revenant à l'architecture smithienne en réconciliant *engineering economics* avec *economics as ethics*.

Centre Walras-Pareto, Université de Lausanne

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

- Gul, F. et Pesendorfer, W. (1995). 'The Case for Mindless Economics', Princeton University, Working Paper, 48p.
- Hirschman Albert (1977). *The Passions and the Interests. Political Arguments for Capitalism before its Triumph*, Princeton, Princeton University Press.
- Hont Istvant (2005), *Jealousy of Trade*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- Hume David (1739-40). *A Treatise on Human Nature*, Book II, Chapter III, section III, <http://ebooks.adelaide.edu.au/h/hume/david/h92t/index.html>
- Kahneman, D. (1994). 'New Challenges to the Rationality Assumption', *Journal of Institutional and Theoretical Economics*, 150, pp. 18-36.
- Mably Gabriel Bonnot de (1768). *Doutes proposés aux philosophes économistes sur l'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, Paris, Nyon.
- Montesquieu (1748). *De l'esprit des lois*, Genève, Barrillot, 2 volumes.
- Perrot, Jean-Claude (1992). 'La main invisible et le Dieu caché', in *Une histoire intellectuelle de l'économie politique*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales 1992.
- Rousseau Jean-Jacques (1966). *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, t. III, *Œuvres politiques*, 1985.
- Rothschild Emma (2001). *Economic Sentiments*, Cambridge, Mass. and London, Harvard University Press.
- Say Jean-Baptiste (1803). *Traité d'économie politique*, Paris, Crapelet, 2 tomes.
- Schumpeter Joseph A. (1954). *History of Economic Analysis*, London, Allen & Unwin Ltd.
- Sen Amartya (1987). *On Ethics and Economics*, Oxford, Basil Blackwell.
- [Sismondij] J.C.L. Simonde de (1801). *Tableau de l'agriculture toscane*, Florence, IRPET, 1980.
- (1803). *De la richesse commerciale ou principes d'économie politique appliqués à la législation du commerce*, Genève, Paschoud, 2 tomes.
 - (1827). *Nouveaux Principes d'Economie Politique ou de la richesse dans ses rapports avec la population*. Genève-Paris, Jeheber, 1951.
 - (1971). *Nouveaux Principes d'Economie Politique ou de la Richesse dans ses rapports avec la population*, Paris, Calmann-Lévy.
 - (1980). *Etudes sur l'économie politique*, Genève, Slatkine reprints.
 - (1985). *Recherches sur les constitutions des peuples libres*, Genève, Droz.
 - (1998). *Tableau de l'agriculture toscane*, Genève, Slatkine reprints.
- Smith Adam (1776), *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, trad. G. Garnier, Paris, Guillaumin, 1843, 2 tomes.
- (1759). *Théorie des sentiments moraux*, trad. de Sophie Condorcet (1798) Paris, Editions d'aujourd'hui, 1982.
- Steiner Philippe (2003). «Say, les idéologues et le groupe de Coppel: la société industrielle comme système politique», *Revue française d'histoire de la pensée politique*, 18, pp. 331-353.

¹⁴ Même si pour des critiques radicaux de la neuroéconomie comme Gul et Pesendorfer, 'populating economic models with 'flesh-and-blood human beings' was never the objective of economists' and that, above all, 'a combination of moral philosophy and activism has never been the goal of economics' (1995, pp. 43-4).